



La France pourrait (enfin) appuyer la demande de révision de l'accord UE-Israël

Description

Il y a quatre jours, le ministre des affaires étrangères néerlandais Caspar Veldkamp, pourtant un des alliés les plus fidèles d'Israël au sein de l'Union européenne, a demandé un examen du respect par Israël de l'article 2 dans les plus brefs délais dans un courrier relayé par les médias. Dimanche, Jean-Noël Barrot, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, a affirmé sur un plateau de télévision qu'il considèrerait cette demande comme légitime. Bien que timides, ces déclarations sont un accroc inédit dans le soutien sans faille que porte l'Europe à Israël.

Par l'Agence Média Palestine, le 13 mai 2025



Les Échanges entre l'union Européenne (UE) et Israël sont garantis par l'accord d'association signé en 1995 et entré en vigueur en 2000. L'accord contient deux axes principaux : un dialogue politique et une libéralisation des échanges commerciaux entre les parties, par la suppression des droits de douane et l'interdiction des restrictions quantitatives. Les échanges commerciaux en question permettent à l'UE de se maintenir comme [premier partenaire commercial](#) d'Israël, représentant 28,8% de ses échanges de marchandises en 2022. La France est elle seule le 10^{ème} fournisseur et le 11^{ème} client d'Israël.

Cet accord commercial est largement critiqué, depuis des années, par les militant·es solidaires avec le peuple palestinien, qui dénoncent qu'Israël ne respecte pas son article 2, qui conditionne

lâ??accord au respect des droits humains et des principes d'Ã©mocratiques par les deux parties. La colonisation israÃ©lienne illÃ©gale et lâ??Ã©tat d'apartheid qu'il impose aux Palestiniens sont d'Ã©noncÃ©s depuis des annÃ©es par les militantÃ©s comme des manquements graves Ã cet article.

Depuis le dÃ©but de la campagne gÃ©nocide israÃ©lienne Ã Gaza en octobre 2023, les nombreuses preuves des violations par IsraÃ©l des droits humains, de ses crimes de guerre, emprisonnements abusifs et torture systÃ©miques, sont autant plus d'arguments que les militantÃ©s ont invoquÃ© pour exiger que lâ??Europe cesse ses partenariats avec IsraÃ©l. L'Irlande et l'Espagne avaient appelÃ© Ã des discussions sur une potentielle suspension de cet accord, mais le gouvernement irlandais y avait rÃ©pondu en [bloquant](#) les discussions.

Il a donc fallu attendre qu'IsraÃ©l bloque pendant plus de 70 jours lâ??aide alimentaire Ã Gaza, imposant au plus de 2 millions de Palestiniens une [famine](#) mortifÃ©re, pour que des dirigeants europÃ©ens s'inquiÃ©te de la respectabilitÃ© de cet accord. Expliquant sa position, M. Veldkamp a dÃ©clarÃ© : Ã« On ne peut pas affamer la population de la bande de Gaza. C'est contraire au droit international. C'est immoral. C'est dangereux. Je ne pense pas que cela soit dans lâ??intÃ©rÃ©t d'IsraÃ©l. Ã»

Le ministre irlandais affirme avoir Ã©crit Ã la chef du service des affaires Ã©trangÃ©res de lâ??Union europÃ©enne, Kaja Kallas, pour demander une rÃ©vision urgente, estimant qu'IsraÃ©l est d'Ã©sormais en violation de lâ??accord d'association. Le gouvernement irlandais opposera son veto Ã toute prolongation du plan d'action UE-IsraÃ©l, lâ??accord mettant en Åuvre lâ??accord d'association entrÃ© en vigueur en 2000, a-t-il ajoutÃ©. La demande de rÃ©vision de lâ??accord a Ã©tÃ© appuyÃ©e la Finlande, le Portugal et la Slovaquie. Cette question pourrait Ãªtre traitÃ©e d'Ã©s mercredi, lors d'une rencontre informelle des ministres des affaires Ã©trangÃ©res de lâ??UE en Pologne. Si les dÃ©clarations sont tiÃ©des, elles n'en sont pas moins inÃ©dites. Ã« Mieux vaut tard que jamais Ã», ironise le dÃ©putÃ© Thomas Portes sur son compte [X](#).

Ã« Je crois qu'il faut mettre des mots sur la rÃ©alitÃ©. La rÃ©alitÃ©, c'est que les Palestiniens Ã Gaza sont affamÃ©s, qu'ils sont assoiffÃ©s, qu'ils manquent de tout et que la Bande de Gaza est aujourd'hui au bord du chaos et de lâ??effondrement de la famine Ã», a pour sa part dÃ©clarÃ© [Jean-NoÃ©l Barrot](#), ministre franÃ§ais des affaires Ã©trangÃ©res, alors qu'au moins 57 Palestiniens sont morts de faim depuis octobre 2023.

InvitÃ© de lâ??Ã©mission Ã« Questions politiques Ã» sur France Inter et franceinfo ce dimanche, Barrot a rÃ©agit Ã ces annonces en affirmant que la demande de rÃ©viser lâ??accord d'association UE-IsraÃ©l Ã©tait Ã©gale, invitant Ã« la Commission europÃ©enne Ã instruire Ã» le dossier, sans pour autant se dÃ©clarer favorable Ã une remise en question de cet accord : Ã« voyons lâ??analyse que fera la Commission europÃ©enne du respect ou non par IsraÃ©l de lâ??article 2 de cet accord Ã».

date crÃ©Ã©e
2025/05/13